Communiqué de presse

Une coalition de dix organisations vaudoises majeures du social lance la campagne « Métiers du social » à l'attention des Vaudois·es et des politiques

A l'heure des arbitrages budgétaires cantonaux et à l'approche des élections vaudoises de 2027, une coalition composée de l'ARPIH, AvenirSocial, l'AVOP, Caritas Vaud, le CSP Vaud, la FASL, la HETSL, Insertion Vaud, l'OSEO Vaud et le SSP Vaud, soutenue par une centaine d'institutions, lance la campagne de sensibilisation et de valorisation du travail social « Métiers du social » à l'attention des citoyen·nes et des politiques. Avec son slogan « Pour des moyens à la hauteur des besoins », elle souligne la nécessité de renforcer les moyens du secteur face à des besoins croissants, d'améliorer les conditions de travail et de soutenir la formation de la relève. Près de 100 personnes étaient réunies ce matin à Lausanne pour une conférence de presse suivie d'une table ronde, à laquelle participait notamment le conseiller d'État Roger Nordmann.

Lausanne, le 9 novembre 2026 – Dix acteurs majeurs du secteur social vaudois, l'ARPIH, AvenirSocial, l'AVOP, Caritas Vaud, le CSP Vaud, la FASL, la HETSL, Insertion Vaud, l'OSEO Vaud et le SSP Vaud, soutenus par une centaine d'institutions vaudoises, lancent aujourd'hui la campagne de sensibilisation et de valorisation des métiers du travail social intitulée « Métiers du social ». Alors que les tensions financières et politiques sont palpables depuis la présentation du Conseil d'État vaudois de son projet de budget 2027, la campagne a pour objectif d'alerter sur les conséquences d'une réduction des moyens dans un secteur en proie à une crise structurelle majeure. Le slogan « Pour des moyens à la hauteur des besoins » appelle à consolider les avancées engagées à la suite des Assises vaudoises du social de 2023 et souligne qu'il devient urgent d'adapter les ressources aux besoins croissants des bénéficiaires et des institutions.

Remettre le travail social au cœur du débat public

La coalition a développé la campagne sur la base d'un plaidoyer qui souligne 4 axes essentiels en faveur du travail social. Tout d'abord, celui-ci répond à des besoins fondamentaux, garantit l'accès aux droits, prévient des ruptures sociales et contribue à réduire les inégalités. « Nous avons pour but de remettre au centre du débat public une question trop souvent reléguée au second plan, soit la place accordée au travail social dans notre société, explique Anne-Catherine Lyon, présidente de l'AVOP. Le bon fonctionnement du travail social est une condition nécessaire au fonctionnement démocratique de notre société. » Selon deux études récentes,[1] 79,5% des institutions vaudoises sont en situation de pénurie et 40% des postes ne sont pas pourvus à temps avec des qualifications recherchées.

Assurer la relève de métiers complexes dans un secteur en pénurie

Un second point fort du plaidoyer et de la campagne concerne la valorisation de métiers trop souvent associés à des vocations requérant de l'empathie. Or, accompagner une personne en situation de vulnérabilité, soutenir son autonomie, favoriser son inclusion, garantir son accès aux droits ou stabiliser son parcours exige une formation solide, des connaissances scientifiques, juridiques et psychosociales ainsi que des compétences techniques et relationnelles spécifiques. Or, contrairement à d'autres professions d'un niveau de technicité comparable, comme les infirmier·ères, les psychologues ou les ingénieur·es, un diplôme n'est souvent pas requis pour exercer les métiers du travail social. C'est pourquoi il faut défendre sans relâche la reconnaissance des qualifications pour prévenir le risque de déqualification des métiers. « Reconnaître cette expertise, c'est garantir aux personnes un accompagnement de qualité et donner aux professionnel·les les moyens d'assumer leurs responsabilités », ajoute Alessandro Pelizzari, directeur de la HETSL. Son école, tout comme l'ARPIH, multiplie par ailleurs les efforts pour augmenter le nombre de diplômé·es, qui manquent cruellement dans de nombreuses institutions.

Des conditions de travail à rude épreuve

Toutefois, la crise ne se limite pas à une pénurie. Les équipes sont sous pression et nous assistons à une dégradation des conditions de travail. L'enjeu est aussi de permettre aux professionnel·les de rester dans le secteur. La campagne appelle dès lors également à améliorer les conditions de travail et l'organisation du secteur pour garantir la qualité de l'accompagnement. Des rémunérations en décalage avec les compétences et les responsabilités, des ressources insuffisantes et une charge administrative croissante fragilisent l'attractivité des métiers et alimentent la perte de sens et l'usure professionnelle. La pénurie de personnel qualifié entretient alors une spirale : équipes en sous-effectif, épuisement, départs et recours à du personnel non formé. Elle réduit aussi

[1] « Enquête exploratoire sur les besoins du marché de l'emploi en travail social », HES-SO, 2023, et « Étude sur le personnel qualifié dans le domaine social », SavoirSocial et la SASSA, 2024.

la capacité des institutions à accueillir des stagiaires, compromettant la formation de la relève. « La qualité des conditions de travail est indissociable de celle de l'accompagnement : elle conditionne directement le respect des droits et de la dignité des personnes accompagnées, précise Letizia Pizzolato. Des équipes suffisamment dotées, qualifiées et disposant de conditions de travail adéquates sont une condition essentielle pour garantir une prise en charge respectueuse, prévenir la maltraitance et répondre aux besoins des personnes. »

Investir aujourd'hui pour préserver demain

En dernier lieu, le plaidoyer souligne que les choix budgétaires engagent l'avenir du secteur et la qualité de l'accompagnement. Trois scénarios se dessinent : investir pour agir sur les causes de la crise, maintenir les moyens au risque de laisser l'écart se creuser avec les besoins, ou couper dans les budgets et accélérer la dégradation de la situation. À ressources constantes, les institutions doivent déjà répondre à des besoins toujours plus nombreux et complexes, avec une pression croissante sur les équipes. Des coupes budgétaires réduiraient encore leur capacité à remplir leurs missions. Dans ce contexte, la coalition attend avec impatience les résultats de l'enquête ProsPer2040 conduite par le Département de la santé et de l'action sociale, qui visera à anticiper les besoins futurs dans le secteur. « Ne pas investir aujourd'hui, c'est prendre le risque de devoir engager demain des moyens bien plus considérables pour réparer les conséquences d'une crise qui n'aura fait que s'aggraver, conclut Letizia Pizzolato. Le financement du secteur social ne constitue pas une dépense à contenir, mais un investissement indispensable. C'est ce choix que nous appelons les citoyen·nes et les responsables politiques à soutenir pour préserver durablement la qualité de l'accompagnement et la cohésion sociale. »

Pour de plus amples informations, rendez-vous sur www.metiers-du-social.ch
Le plaidoyer et la liste complète des institutions soutenant la campagne peuvent être consultés ici.

Des photos HD sont disponibles au téléchargement via ce lien.

Contact médias
Virginie Simon, Simon&Co (attachée de presse)
virginie@simon-and-co.com
078 602 67 77